

LE CANADIEN

D'OTTAWA

OTTAWA, VENDREDI, 10 AVRIL 1925

Le Grand Hebdomadaire Français d'Ontario
"LE CANADIEN"
Journal Politique et Littéraire
ABONNEMENT:
Un an \$2.00
Six mois \$1.25

2 SOUS LE NUMERO.

Je ne suis pas lié par le Règlement 17

FERGUSON DECLARE QU'IL EST PRET A REMEDIER A LA DIFFICULTE SCOLAIRE POUR ASSURER L'UNITE DES RACES

La réponse du premier ministre Ferguson à la résolution Bélanger est un pas important dans la bonne direction. Les canadiens-français dit-il doivent apprendre le français. Il affirme de plus que c'est par l'enseignement dans la langue maternelle que l'on obtient le meilleur résultat. M. Aurélien Bélanger fait un éloquent discours de quatre heures pour motiver sa résolution. Il obtient un magnifique succès. Une dizaine d'orateurs prennent part au débat et tous se prononcent en faveur de la résolution. Tous sont unanimes à travailler au rapprochement entre Québec et Ontario.

FAUT L'ENTENTE DIT M. FERGUSON

L'issue du débat à la législature de Toronto sur la résolution de M. Aurélien Bélanger qui invitait le gouvernement provincial à résoudre le problème scolaire en Ontario laisse espérer que M. Ferguson tentera de faire passer sa résolution. "Je ne suis pas lié au règlement 17, a-t-il dit par deux fois au cours de son discours. Si nous constatons que ce règlement ne donne pas satisfaction nous le modifierons et nous espérons que les changements que l'on apportera à la résolution satisfieront la population canadienne-française. Ce que je désire, c'est l'unité des races et une meilleure méthode d'enseignement dans les écoles." A la demande de M. Ferguson, M. Bélanger a retiré sa résolution après avoir reçu l'assurance du gouvernement que l'on tentera sérieusement la solution de la difficulté. "Puisque le premier ministre n'est pas opposé à faire les changements que l'on jugera opportuns après enquête je retire ma résolution," a déclaré M. Bélanger. La déclaration a mis fin au débat.

La législature provinciale fut témoin d'une discussion très générale de ce sujet délicat. Les orateurs ont traité la question avec intérêt et les discours du premier ministre ont été de tous un pas dans la bonne direction. La presse vient de publier à ce sujet des commentaires très intéressants. La déclaration de M. Hocken en marge du débat semble être une victoire pour l'école bilingue en Ontario. Par son discours pondéré le premier ministre Ferguson a convaincu le chef orateur que du moment que les enfants dans la province recevront un enseignement suffisant de l'anglais on ne peut s'opposer à ce que les canadiens français apprennent le français. "Si le règlement 17 donne pas satisfaction a déclaré le chef orateur on ne saurait s'opposer à ce que des changements soient faits pourvu que l'enseignement de l'anglais reste efficace dans toutes les écoles." C'est d'ailleurs que les canadiens-français demandent eux-mêmes et si la majorité ne veut adopter cette attitude nous ne sommes pas loin de nous rendre.

Le Dr Hughes, ancien inspecteur en chef des écoles publiques de Toronto, et l'un des principaux partisans du bilinguisme en Ontario s'est déclaré après avoir entendu le discours de M. Ferguson que le règlement venait de faire un pas important dans la bonne direction et que la justice allait bientôt triompher.

Il faut donc espérer qu'avant longtemps M. Ferguson annoncera un règlement de la difficulté et que la solution de ce grave problème sera trouvée.

Résumé du débat

M. BELANGER. Le bien de cette province, le bien de notre patrie exige que, par un esprit de concorde de coopération et de bonne volonté, nous mettions tous à l'oeuvre pour faire disparaître ce qui tient divisés et soupçonneux l'une des deux grandes races sur lesquelles ont été fondées et reposent les destinées de notre pays.

Les parents canadiens français veulent-ils que leurs enfants apprennent l'anglais? 2) et quelles sont les demandes des Canadiens français concernant l'étude du français et son usage comme langue de discipline ou de communication et d'enseignement? Cette déclaration faite au parlement de Londres n'a pas été contredite par nos ministres canadiens, ce qui signifie que le gouvernement King n'a pas pu secourir les sans-travail canadiens cette année parce que les revenus qu'il destinait à ces fins par les années précédentes vont maintenant à secourir les immigrants anglais.

Cette assemblée était tenue sous la présidence de M. J. A. Lamarr qui avait l'honneur de lui l'hôte de la soirée M. J. B. Bousquet, C.P., C.R., et M. S. D. Vallières, H. A. Lavoie, Isidore St-Michel, L. M. Corneille, Dr C. Bernier, Dr E. P. Chagnon, Alfred Mathieu, Arthur Lalonde, Constant Gendreau, Aug. Dufresne, Charles Emard, N. A. Millette, J. L. K. Lafamme tous les membres de l'exécutif du nouveau club conservateur dans la division Ste-Marie, M. W. H. Lamarr, W. Loiseleur, J. A. Nadeau et autres. Sur l'invitation du président M.

félix Desrochers, avocat présenté le conférencier son senior et son confrère de collège. Comme toujours M. Desrochers fut très heureux dans ses compliments à l'adresse de l'hôte de la soirée. M. Isidore St-Michel et Arthur Lalonde ajoutèrent quelques mots de bienvenue et de remerciements à l'adresse du conférencier. M. Bousquet avait pris pour titre de sa conférence "Quel Avenir attend nos fils?" Dans une revue élaborée des différentes sphères dans lesquelles nous vivons il constate avec peine que la situation est sombre et qu'il faudra au plus tôt trouver un remède efficace si nous voulons pour eux un avenir de bonheur et de prospérité. Il traite donc tour à tour du cultivateur, du colon, du marchand et de l'industriel et fait voir en touchant la plaie du doigt que les uns comme les autres ne sont nullement protégés par nos gouvernements qui les écrasent de leurs impôts et de leurs taxes. Quelles sont les perspectives dans le domaine agricole. Il n'y a aucune activité dans les vieilles paroisses si ce n'est dans le mouvement de désertion. Rien ne se vend. Il n'y a pas de marché étranger et le marché local est insignifiant. Le revenu du foin qui rapportait autrefois jusqu'à \$3,000 par an en moyenne est anéanti. L'élevage du cheval et du mouton est nul comme du reste celui du bétail. Au point de vue de l'industrie laitière nous semblons retrograder plutôt que d'aller de l'avant; notre beurre et notre fromage dont la réputation faisait notre gloire et no-

La Réponse de Mr. Ferguson

"Je désire déclarer aux canadiens-français d'Ontario et de la province de Québec que le gouvernement étudie sérieusement le problème scolaire en cette province et désire ardemment apporter une solution à la difficulté actuelle. Nous poursuivons une enquête pour nous assurer si le règlement 17 donne vraiment des résultats. Quand cette enquête sera terminée nous en discuterons les conclusions avec les chefs canadiens-français de la province et s'il y a lieu de modifier le règlement nous le ferons."

Je suis intimement mêlé avec les canadiens-français et je compte parmi eux mes meilleurs amis.

"J'ai compris que je devais prendre l'initiative et depuis deux ans que j'ai la direction des affaires de cette province j'étudie soigneusement le problème bilingue."

"Il faut, dans cette question, créer un atmosphère favorable et préparer l'opinion publique."

"Lors de mon voyage à Québec j'ai consulté les chefs canadiens-français sur le problème scolaire et on m'a fait de très importantes suggestions."

Mon but est de ramener à l'unité les deux races de cette province."

"Je nous devons voir à ce que le français soit enseigné dans les écoles fréquentées par les canadiens-français."

"L'enseignement donne toujours les meilleurs résultats quand ils est donné dans la langue maternelle."

"Le gouvernement ne veut pas abolir le français dans les écoles de la province."

"Je ne suis pas lié par le règlement 17."

"Je suis à faire une enquête pour m'assurer si le règlement donne de bons résultats et s'il y a lieu de le changer nous le ferons."

"Ce problème recevra prochainement sa solution."

AUTRES ORATEURS
M. F. H. Wilson, conservateur, de Windsor fut le premier à appuyer la résolution Bélanger. M. Ed. Proulx, de Prescott, de même que les autres députés canadiens-français MM. Albert Plinard, E. Teller, Z. Maceau portèrent la parole. M. Harold Fisher et M. Sinclair le chef libéral dirent aussi quelques mots. M. Brachin libéral se prononça fortement contre le règlement 17.

DECLARATION SENSATIONNELLE

L'Hon. Rodolphe Monty au Club Cartier McDonald de Montreal, lundi, 6 avril

CONFERENCE DE M. J. B. BOUSQUET

A une assemblée en bonne partie composée d'ouvriers tenue au Club Cartier McDonald, lundi le 6 avril courant à la suite du lunch-causé bi-mensuel, l'honorable M. Rodolphe Monty a créé une certaine sensation dans son auditoire lorsqu'il lui a fait part du pacte que le gouvernement King avait conclu avec le gouvernement britannique relativement aux soins à prendre des immigrants qui nous viennent d'Angleterre.

L'honorable M. Amery, secrétaire des Colonies, sur une interpellation qui lui a été faite aux communes anglaises a déclaré à la chambre qu'un arrangement a été conclu entre son gouvernement et le gouvernement King à l'effet que le gouvernement canadien s'était engagé à donner de l'ouvrage à tout immigrant des îles Britanniques. Cette déclaration faite au parlement de Londres n'a pas été contredite par nos ministres canadiens, ce qui signifie que le gouvernement King n'a pas pu secourir les sans-travail canadiens cette année parce que les revenus qu'il destinait à ces fins par les années précédentes vont maintenant à secourir les immigrants anglais.

Cette assemblée était tenue sous la présidence de M. J. A. Lamarr qui avait l'honneur de lui l'hôte de la soirée M. J. B. Bousquet, C.P., C.R., et M. S. D. Vallières, H. A. Lavoie, Isidore St-Michel, L. M. Corneille, Dr C. Bernier, Dr E. P. Chagnon, Alfred Mathieu, Arthur Lalonde, Constant Gendreau, Aug. Dufresne, Charles Emard, N. A. Millette, J. L. K. Lafamme tous les membres de l'exécutif du nouveau club conservateur dans la division Ste-Marie, M. W. H. Lamarr, W. Loiseleur, J. A. Nadeau et autres. Sur l'invitation du président M.

félix Desrochers, avocat présenté le conférencier son senior et son confrère de collège. Comme toujours M. Desrochers fut très heureux dans ses compliments à l'adresse de l'hôte de la soirée. M. Isidore St-Michel et Arthur Lalonde ajoutèrent quelques mots de bienvenue et de remerciements à l'adresse du conférencier. M. Bousquet avait pris pour titre de sa conférence "Quel Avenir attend nos fils?" Dans une revue élaborée des différentes sphères dans lesquelles nous vivons il constate avec peine que la situation est sombre et qu'il faudra au plus tôt trouver un remède efficace si nous voulons pour eux un avenir de bonheur et de prospérité. Il traite donc tour à tour du cultivateur, du colon, du marchand et de l'industriel et fait voir en touchant la plaie du doigt que les uns comme les autres ne sont nullement protégés par nos gouvernements qui les écrasent de leurs impôts et de leurs taxes. Quelles sont les perspectives dans le domaine agricole. Il n'y a aucune activité dans les vieilles paroisses si ce n'est dans le mouvement de désertion. Rien ne se vend. Il n'y a pas de marché étranger et le marché local est insignifiant. Le revenu du foin qui rapportait autrefois jusqu'à \$3,000 par an en moyenne est anéanti. L'élevage du cheval et du mouton est nul comme du reste celui du bétail. Au point de vue de l'industrie laitière nous semblons retrograder plutôt que d'aller de l'avant; notre beurre et notre fromage dont la réputation faisait notre gloire et no-

tre richesse est en train d'être supplantée sur les marchés européens par les produits similaires de la province d'Ontario. Nos cultivateurs ne sont du reste pas assez protégés par le tarif douanier qui est trop peu élevé; aussi quantité de fruits et de légumes nous viennent trop facilement des Etats-Unis supplantant nos produits nationaux. Prenons la patate que nous produisons en quantité telle que nous en avons trop pour notre consommation locale et que nous pouvons en exporter considérablement. L'an dernier suivant un rapport officiel nous avons laissé entrer en Canada 56 millions de livres de pommes de terre américaines; du 1er janvier au 10 février de cette année il en est venu au pays 3 millions de livres. Et pendant que le cultivateur canadien voit ainsi la pomme de terre américaine vendue sur les marchés canadiens en concurrence avec la sienne il dirige vers les marchés Anglais le surplus de sa production de tubercules; là encore il rencontre un grand désappointement puisque le gouvernement anglais vient de lui faire savoir qu'il ne permettra pas la vente de ses patates dans les îles Britanniques sous prétexte de maladie. Voilà où en est rendu le cultivateur avec ses produits. L'agriculteur ne pouvant vendre ses produits, ou s'il les vend ne pouvant retirer un profit rémunérateur. Il n'est pas surprenant qu'il soit dans l'impossibilité de rencontrer ses obligations financières.

Comment nos paroisses peuplées de pauvres gens peuvent-elles payer les rentes si dispendieuses qui leur ont été imposées depuis 15 ans. Au delà de 60 paroisses ont été poursuivies pour des sommes variant de \$10,000 à \$20,000. Comment pourraient-elles en sortir dit-il, c'est très facile elles font faillite ou les habitants émigrent aux Etats-Unis car ils n'ont plus confiance dans ceux dont ils acceptaient naguère les conseils. Le cultivateur n'a plus confiance dans les projets et les promesses du ministère de l'Agriculture. Que fait-il? Il vend sa terre et émigre en masse pour élever demain l'impôt spécial qui sera imposé pour solder les chemins que l'on ruine; la vente par le shérif pour dettes ou pour taxes. C'est ce qu'il a fait durant les trois dernières années. En effet les statistiques officielles nous montrent que 364,511 Canadiens ont émigré aux Etats-Unis. M. Bousquet nous montre ensuite le sort peu enviable du colon qui ne reste la plupart du temps colon que parce qu'il est rivé à sa position pénible et lamentable dont il ne peut plus se défaire. Dans le domaine de l'industrie et du commerce la situation n'est pas plus alléchante; les industries ferment leurs portes par milliers et le commerce tient des comptoirs où l'ouvrier ne peut pas se rendre pour y acheter les marchandises faute de salaires suffisants. Le régime actuel pourra se vanter d'avoir provoqué par la menace de mort de la protection l'agonie de l'agriculture et de l'industrie. Et le conférencier de conclure que c'est de l'aveu général que la grande plaie dont souffre ce pays c'est le manque de protection tarifaire et le manque de population. Or pour avoir la population, garder nos nationaux et retenir les immigrants qui nous échappent sans cesse, il faut du travail. Pour avoir du travail il faut développer et soutenir l'industrie. Pour soutenir et maintenir nos industries il faut un tarif protecteur tel que préconisé par M. Meichen et M. Monty suivant les doctrines de Cartier et de McDonald. Voilà le remède à nos maux, voilà la solution à grand point d'interrogation que l'on a droit de se

Notre Représentant

POUR LA PROVINCE DE QUEBEC

Il nous fait plaisir d'aviser nos nombreux lecteurs et amis que M. J. A. Thibeaudeau, du No 281 rue St-Denis, Montréal, vient d'être nommé officiellement représentant général de notre journal pour toute la Province de Québec.

L'expérience reconnue de M. Thibeaudeau, dans l'organisation; sa grande popularité et l'influence dont il jouit dans tous les centres de la Province lui assure d'avance un succès complet dans sa nouvelle position.

Pour tous renseignements s'adresser à

M. J. A. THIBEAUDEAU
Autrefois représentant du Club Cartier-MacDonald.
Tél. Est 4508. 281 St-Denis, MONTREAL, QUE.

LA Banque Provinciale DU CANADA

désire informer ses nombreux clients et amis qu'elle a réintégré ses anciens bureaux

au No 125 rue Rideau

Monuments de Cimetière

En plaçant votre commande avec nous pour vos Monuments de Cimetière Vous êtes assurés du meilleur travail dans le Lettrage soulévé fini au sable, de durée perpétuelle. Pas de peinture ni or.

R. BRÖWN & SON
376 rue Sparks, Ottawa.

ENCOURAGEZ NOS ANNONCEURS.

2 EUCHRES

Sous les auspices de la SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE Au Profit des Elèves des Ecoles

Les 16 et 23 Avril 1925 SALLE STE-ANNE

4 TONNES DE CHARBON

1er prix pour Dames..... Une tonne de charbon

1er prix pour Hommes..... Une tonne de charbon

Prix d'entrée \$10.00 en or

CHAQUE SOIR.

200 MAGNIFIQUES PRIX

Admission: 25 cents

TEMPERATURE

PRONOSTICS POUR LE MOIS D'AVRIL

Du 1er au 4, frais.
Du 5 au 8, pluieux.
Du 9 au 12, chaud, clair.
Du 13 au 16, période de vent.
Du 17 au 20, frais.
Du 21 au 22, basse température.
Du 23 au 28, beau.
Du 27 au 30, menaçant.
Du 29 au 30, brumeux et généralement humide.

PHASES DE LA LUNE

P. Q. P. L.
Avril 1er 3.12 a.m. Avril 8 10.33 p.m.
D. Q. N. L.
Avril 15 6.40 p.m. Avril 22 9.28 p.m.
Premier quartier le 30 à 10 hrs. 20 m. du soir.

Ne crois pas de l'hiver avoir atteint le fin
Que la lune d'avril n'ait accompli son plein.
En avril quand il tonne
C'est nouvelle bonne.



Spécialiste dans les Maladies des Pieds
Dr P. LADELPHA
85, rue Sparks Tél. Q. 2154
Pour les Ongles incarnés, Cors, Oignons et tous les maux de pieds.
Bureau: 202 Union Bank Bldg. Patronné par la Royauté.

Tél. Queen 2214
BANK STREET TAXI
SEPT SEDANS
125 1/2 RUE BANK
A. GRAVEL, OTTAWA, Ont.